BIOGRAPHIES PERSONNAGES HISTORIQUES XX° – XXI° siècle

ADENAUER, Konrad (1876-1967)



- . Homme politique allemand.
- . Il participe à la création de la CDU et en devient le président.
- . Il est le premier chancelier de la RFA à partir de 1949 et le reste jusqu'en 1963.
- . Profondément partisan de la construction européenne, il ancre son pays dans le camp occidental et le fait participer à la CECA puis à la CEE.
- . Avec De Gaulle, il engage la France et l'Allemagne dans un processus de réconciliation (traité de l'Elysée en 1963).

ARAFAT, Yasser, (1929-2004)



- . Chef de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) depuis 1969, il mène son combat contre Israël pour un Etat palestinien indépendant au moyen de la violence et du terrorisme.
- . Peu à peu, il se tourne vers une solution politique et abandonne le terrorisme.
- . Les accords d'Oslo sont signés en 1993 entre Arafat et les représentants d'Israël Rabin et Pérès. On croit alors à une évolution durable de la région vers la paix car ces accords envisagent à terme la création d'un état palestinien indépendant, ce pour quoi s'est toujours battu Yasser Arafat.
- . Depuis 1996, Arafat est le président de l'Autorité palestinienne.
- . Mais depuis 2000, les relations entre Israëliens et les Palestiniens se sont à nouveau fortement dégradés, remettant en question les accords d'Oslo.

À partir de 2001, après l'échec du sommet de Taba et le déclenchement de la Seconde Intifada, il perd progressivement de son crédit auprès d'une partie de son peuple qui lui reproche la corruption de son autorité. Il se retrouve isolé sur la scène internationale tandis que les Israéliens élisent Ariel Sharon au poste de Premier ministre de l'État d'Israël, amenant un durcissement de la position israélienne vis-à-vis du dirigeant palestinien contraint à ne plus quitter Ramallah. Cet isolement n'est rompu qu'à la veille de sa mort, quand il est emmené d'urgence à Clamart en région parisienne où il décède en 2004.

AURIOL, Vincent (1884-1966)



Socialiste français, il est le premier Président de la 4ème république.

Militant socialiste, il devient député socialiste de Haute-Garonne en 1914 et le restera jusqu'en 1947, il suit Léon Blum au congrès de Tours en 1920. Spécialiste des questions financières il est ministre des finances du Front Populaire. En juillet 1940 il fait parti des 80 qui refusent les pleins pouvoirs à Pétain. Emprisonné avec Paul Reynaud, Jules Moch et Georges Mandel puis assigné à résidence il entre dans la clandestinité et rejoint Londres en 1943. Ardent défenseur de la nouvelle constitution et notamment de la désignation du président du conseil par l'assemblée qui est ensuite responsable devant elle. Il préside les deux Constituantes puis l'Assemblée Nationale avant d'être élu Président de la République. Il conçoit son rôle comme une "magistrature morale" qui possède un pouvoir de conseil et de conciliation. Il est opposé au pouvoir personnel, c'est pourquoi il ne se représentera pas pour un nouveau mandat et s'opposera à l'élection du président de la République au suffrage universel

Bidault, Georges (1899 - 1983)



Agrégé d'histoire, journaliste, il est déjà démocrate chrétien avant la seconde guerre mondiale. Il rejoint très vite la résistance et De Gaulle. Il anime le mouvement "combat" et succède à jean Moulin à la tête du CNR (Conseil National de la Résistance) en juin 1943. Il est ministre des affaires étrangère de 44 à 48 et contribue à la création du MRP (Mouvement Républicain Populaire) . Il est président du conseil en 49 et 50 puis ministre de la défense (51-52) des Affaires Etrangères (53-54). Le 13 mai 58 il se rallie à De Gaulle mais devient un des opposants les plus virulents pour la politique algérienne de De Gaulle. Il sera à la tête de l'OAS après l'arrestation de Salan . Il trouvera refuge au Brésil en 1963 et reviendra en France après l'amnistie de 1968.

BOURGUIBA, Habib (1903-2000)





Premier Ministre (1956-57), puis 1^{er} Président de la République Tunisienne (1957-87), « Père de l'indépendance tunisienne »

Ce leader nationaliste tunisien laïc a été l'artisan de l'indépendance de la Tunisie, alors protectorat français, dans les années 50. Il en est devenu le 1er Premier Ministre lors de l'indépendance en 1956 avant d'en chasser le monarque (le bey de Tunis) et d'en devenir le dirigeant pendant 30 ans. Après des études en France où il obtient le Bac puis des diplômes de droit à Paris, il rentre en Tunisie comme avocat et adhère au parti nationaliste Destour.

Après la scission du Destour en 1934, il prend le contrôle en 1937 du Néo-Destour, l'aile moderniste du parti nationaliste tunisien rejetant le panarabisme anti-occidental et souhaitant une émancipation sous l'égide de la France. Après des émeutes violentes, le Néo-Destour est dissous et Bourguiba arrêté en 1939. Transféré en Italie par les autorités allemandes en 1943 qui essaient de l'utiliser contre la France en Tunisie, il refuse de collaborer et échappe ainsi au sort du bey de Tunis, Moncef bey, destitué par le Général Juin. Après son retour en Tunisie, il est remis en liberté par la France Libre. Surveillé, il s'enfuit en Egypte puis parcourt le monde pour faire connaître la cause tunisienne et obtenir des soutiens notamment auprès de la Ligue Arabe et de l'ONU.

Rentré en Tunisie en 1949, il continue le combat et face à l'intransigeance des autorités françaises, appelle au soulèvement armé qui éclate en janvier 1952 après son discours de Bizerte. De nouveau arrêté, il est exilé pendant 2 ans. Après le discours de Carthage de Pierre Mendès-France en Tunisie, qui promet une très large autonomie et ouvre la voie à l'indépendance, Bourguiba est libéré puis signe avec Edgar Faure, nouveau président du Conseil français, les accords sur l'autonomie le29 mai 1955. Il rentre triomphalement à Tunis le 1 er juin puis écarte son rival, Salah Ben Youssef.

Le 20 mars 1956, la Tunisie devient indépendante et Bourguiba, d'abord brièvement Président de l'Assemblée Nationale Constituante élue le 8 avril, devient le 1^{er} Premier Ministre de la Tunisie indépendante le 14 avril. Il gère aussi les ministères des affaires étrangères et de la Defense. Le 25 juillet 1957, il destitue le bey de Tunis et proclame la République dont il devient le 1^{er} Président. Il est élu à de nombreuses reprises en l'absence d'autres candidats (1959, 1964, 1969, 1974) puis se fait élire en 1975 président à vie.

Durant sa présidence autoritaire, il modernise et laïcise le pays tout en menant des politiques collectivistes s'inspirant du modèle socialiste. Il développe aussi une véritable dictature et un culte de la personnalité. On appelle sa politique pragamatique, le « bourguibisme », une variante du kémalisme turc, moderniste, laïc et nationaliste.

Cependant, la crise économique et sociale des années 70 s'amplifie dans les années 80 et les réformes sont bloquées, ce qui alimente la montée de l'islamisme et la paranoïa de Bourguiba qui nomme le Général Zinedine Ben Ali Premier Ministre en octobre 1987. Dans la nuit du 6 novembre 1987, un complot organisé par Ben Ali et probablement les services secrets italiens, renverse Bourguiba en faisant établir par un groupe de7 médecins un faux certificat d'incapacité mentale. Le Général Ben Ali lui succède et continue sa politique dont il se proclame l'héritier spirituel. Il est toujours le Président de la Tunisie. Malade, Bourguiba meurt en 2000.

BRANDT Willy (1913-1992)



- . Homme politique allemand.
- . Il est maire de Berlin ouest en 1957. Il assiste à la crise de 1961 et à la construction du Mur.
- . Il prend la tête du SPD (parti socialiste) en 1964 et devient chancelier de la RFA entre 1969 et 1974. Il met en place une politique de rapprochement avec l'est baptisée "Ostpolitik".
- . Prix Nobel de la Paix en 1971, il est un ardent partisan de la construction européenne. On découvre en 1974 un espion de la RDA parmi ses proches ce qui le contraint à la démission.
- . Il reste un des grands hommes politiques allemands de l'après-guerre.

BREJNEV, Leonid (1964-1982)



- . Secrétaire général du Parti Communiste de l'URSS de 1964 à 1982. C'est un retour à plus de rigidité. C'est une période d'immobilisme à l'intérieur, de développement de la puissance militaire du pays et de retour à une politique expansionniste à l'extérieur.
- . Il met un terme à la déstalinisation, déploie des missiles SS 20 en Europe et décide l'invasion de l'Afghanistan en 1979. Il dirige fermement les pays d'Europe de l'Est et intervient en Tchécoslovaquie en 1968 pour écraser le "Printemps de Prague". C'est à cette occasion qu'il édicte sa doctrine de la "souveraineté limitée" (un pays communiste doit le rester).

BUSH, Georges (père)



- . Président des Etats-Unis (1988-1992) Républicain
- . Georges Bush était le vice-président de Reagan, et les années Bush continuent sur la même lancée.
- . Sa politique extérieure est très active et marquée par une série de succès : intervention au Panama (1989), victoire dans la guerre du Golfe (1991) et disparition de l'URSS (1991). Il a moins de succès face aux problèmes économiques et sociaux, d'où sa défaite électorale.

Bush, George Walker (le fils), né le 6 juillet 1946,



Fils de George Herbert Walker Bush et de sa femme, née Barbara Pierce, est le 43° président des États-Unis, en fonction du 20 janvier 2001 au 20 janvier 2009.

Membre du Parti républicain, élu deux fois gouverneur de l'État du Texas (entre 1994 et 1998 puis entre 1998 et 2000), date à laquelle il abandonne son poste de gouverneur à la suite de sa victoire fortement discutée à l'élection présidentielle. Il est élu président pour un second mandat le 2 novembre 2004.

Ses présidences sont marquées par les attentats terroristes du 11 septembre 2001, par la politique internationale dite de « guerre contre le terrorisme », par les guerres en Afghanistan et en Irak, par l'adoption par le Congrès des États-Unis du Patriot Act et la création du département de la sécurité intérieure, puis par la crise des subprimes et le plan Paulson mis en place pour faire face à la crise financière de 2008 à la fin de son mandat.

CARTER, Jimmy (né en 1924)



- . Président des Etats-Unis (1976-1980) Démocrate.
- . Il tranche par son attachement sincère aux droits de l'homme. Il se risque à un désengagement américain pour jouer le jeu de la détente avec l'URSS.
- . Il est aussi l'artisan de la paix entre l'Egypte et Israël (accords de Camp David en 1978).
- . Il incarne pourtant une Amérique frileuse et qui doute d'elle-même, encore inhibée par le désastre subit au Vietnam et la crise économique qui fait rage. Il réagit tardivement face à la nouvelle expansion soviétique (Afghanistan 1979).

CASTRO, Fidel, né en 1927





- . Révolutionnaire cubain.
- . Il mène dans les années 50 la guérilla contre le dictateur cubain Batista qu'il finit par renverser en 1959.
- . Il se lance alors dans un programme de réformes. Il nationalise les entreprises et lutte contre l'influence des Etats-Unis à Cuba puis dans toute l'Amérique latine.
- . En 1961, il proclame officiellement la république socialiste de Cuba qu'il dirige. La rupture avec les Etats-Unis est consommée et il devient la bête noire de son puissant voisin.
- . En 1962, c'est l'épisode des fusées de Cuba, puisque l'île abrite des armements soviétiques. Pendant quelques jours le monde est au bord de la troisième guerre mondiale. Finalement l'URSS recule.
- . Fidel Castro jouit alors d'une popularité qui dépasse son strict cadre territorial, mais son régime tourne à la dictature.
- . Il reste aujourd'hui un des derniers dictateurs communistes en place, très isolé depuis la disparition de l'allié soviétique.

De nombreux observateurs comme Amnesty International ont dénoncé des dérives autoritaires. Cette vision est contestée par ses partisans, qui rapprochent plutôt Cuba d'une démocratie participative. Le personnage jouit également d'une grande popularité auprès d'hommes politiques (Hugo Chávez, Evo Morales...) et d'intellectuels (Eduardo Galeano, Adolfo Pérez Esquivel...) en Amérique latine.

Arrivé au pouvoir en janvier 1959 lors de la révolution cubaine (1958-1959), qui renversa le régime dictatorial du général Fulgencio Batista, il cessa toutes ses fonctions à la tête de l'Etat le 24 février 2008. Son frère Raúl Castro, vice-président, fut alors élu à la tête de l'État par l'Assemblée Nationale.

CHABAN-DELMAS, Jacques (1915-2000)





Docteur en droit, diplômé de l'École libre des Sciences politiques, il entame Diplômé de l'École libre des sciences politiques, major de sa promotion à Saint-Cyr, il est à 29 ans le plus jeune général de l'armée française depuis la Révolution.

Il entre à l'Inspection générale des finances en 1943 tout en participant à la Résistance sous le nom de Chaban. Il est délégué militaire national du Général De Gaulle, général de brigade en juin 1944.

Député de la Gironde depuis 1946, maire de Bordeaux depuis 1947, il devient ministre des Travaux Publics, du Logement et de la Reconstruction dans le cabinet Mendès-France (1954), des Anciens Combattants dans le cabinet Mollet (1956) et de la Défense nationale dans le cabinet Gaillard (1957).

En tant que ministre de la Défense, il prend part aux événements du 13 mai 1958 à Alger.

Sous la Ve République, il préside l'Assemblée nationale (1958-1969).

Georges Pompidou, élu à la présidence de la République, le nomme Premier ministre (1969-1972). Il lance le projet de "nouvelle société".

A la mort de Georges Pompidou, il se présente à l'élection présidentielle de 1974 mais n'arrive qu'en troisième position. Il conserve ses mandats dans l'Aquitaine (présidence du conseil régional, maire de Bordeaux). De nouveau président de l'Assemblée nationale de 1978 à 1981 et de 1986 à 1988, il cède sa place de maire de Bordeaux à Alain Juppé en juin 1995.

"CHE" GUEVARA, ERNESTO (1928-1967)



- . Compagnon de Fidel Castro, il dirige avec lui la révolution cubaine de 1959.
- . En 1965, il décide d'organiser la guérilla en Amérique latine pour lutter contre l'influence des Etats-Unis. Il est tué dans cette action en 1967, et il devient très vite un mythe : celui de l'homme libre défiant la puissance impérialiste américaine.
- . Après sa mort, l'image du "che" et son célèbre béret ont été régulièrement repris en signe de contestation (pendant mai 1968, par exemple).

CHIRAC, Jacques (né en 1932)



- . Député gaulliste de Corrèze, il participe au gouvernement de Pompidou.
- . Premier ministre de Giscard d'Estaing de 1974 à 1976, il démissionne (les deux hommes ne s'apprécient guère) et crée le RPR qu'il dirige.
- . Il est longtemps maire de Paris.
- . Premier ministre sous Mitterrand de 1986 à 1988.
- . Il se présente aux élections présidentielles en 1981, 1988 et est enfin élu en 1995, puis en 2002.

CHURCHILL, Winston (1874-1965)



- . Premier ministre anglais en 1940, il incarne la résistance à l'Allemagne nazie.
- . En 1941, il signe la Charte de l'Atlantique avec Roosevelt.
- . Il joue un rôle essentiel lors des conférences d'après guerre (Yalta surtout puisqu'à Potsdam il est remplacé en pleine conférence par Atlee).
- . Dans le discours de Fulton en 1946, il dénonce l'URSS et le "rideau de fer" qui s'est abattu en Europe de l'est coupant l'Europe en deux parties.
- . De nouveau premier ministre de 1951 à 1955.

CLINTON, Bill



- . Président des Etats-Unis (1992-1996, et 1996-2000) Démocrate
- . Il est élu sur un programme d'aide sociale qu'il ne parvient pas à conduire du fait de l'opposition républicaine au Congrès.
- . Clinton est le symbole d'une Amérique qui a retrouvé la croissance économique à un niveau très soutenu depuis 1991 et qui s'est manifestée par une quasi-disparition du chômage (4,5% en 2000).
- . Les EU se retrouvent seule superpuissance et interviennent sans limites dans les affaires du monde.
- . Clinton parvient à enclencher un processus de paix en Israël (accords d'Oslo, 1993) et en Yougoslavie (accords de Dayton, 1995) face à une Europe bien absente, et maintient une pression continue sur l'Irak.
- . Clinton est aisément réélu en 1996, les Américains sont visiblement très reconnaissants à leur président de cette prospérité maintenue et semble lui pardonner certains égarements dans sa vie privée (affaire Monica Lewinsky).
- . Fin 2000, il finit son mandat avec une forte popularité, mais ne peut se représenter (2 mandats maximum depuis 1951) et doit laisser son vice-Président Al Gore défendre les couleurs des démocrates.

COTY, René (1882-1962)



. Deuxième Président de la 4ème République française de 1954 à 1958, il se résout à faire appel à de Gaulle face à la gravité de la situation en Algérie.

Après la proclamation de l'État français, retiré dans sa ville du Havre, il refuse sa nomination à la tête de la mairie en 1941, puis celle de conseiller départemental en 1942 : « je réfléchis que si je pouvais me considérer comme élu une fois de plus par mes concitoyens, je n'en serais pas moins nommé par le gouvernement de Vichy. Comme parlementaire, comme homme politique, pouvais-je donner même l'apparence de représenter un gouvernement dont je réprouvais la politique ? »

En 1943, il rejoint d'anciens collègues qui se réunissent discrètement chez Jacques Bardoux, sénateur du Puy-de-Dôme, afin d'élaborer un projet de loi constitutionnelle destiné à assurer la transition entre le gouvernement de Vichy et la Libération. Dans le mémoire en défense qu'il présente à la Libération devant le Jury d'honneur, chargé d'examiner l'incapacité qui frappe les parlementaires qui ne se sont pas opposés au maréchal Pétain le 10 juillet 1940, c'est avec beaucoup d'humilité qu'il évoque sa participation au « petit groupe qui s'est intitulé, non peut-être sans exagération, groupe des sénateurs résistants ».

Dans sa décision du 29 septembre 1945, le Jury le relève de l'inéligibilité en retenant qu'il « a publiquement, en diverses occasions, manifesté son opposition politique à l'usurpateur; cette opposition a été constante depuis 1940. Il a

participé et organisé chez lui des réunions clandestines de résistants notamment en présence de représentants de la France libre ».

Membre des deux assemblées constituantes, René Coty est réélu à l'Assemblée nationale en novembre 1946 puis au Conseil de la République en novembre 1948, siégeant dans les rangs des républicains indépendants. Le 23 décembre 1953, il devient président de la République française.

COUVE DE MURVILLE, Maurice (1907 - 1999)



Docteur en droit et diplômé de l'École libre des sciences politiques, il devient inspecteur des Finances en 1932. Révoqué de ses fonctions par le régime de Vichy, il rejoint la France libre à Alger en 1943, où il devient secrétaire général du Comité de guerre puis membre du Comité français de la Libération nationale. Intime du Général De Gaulle, il entame à la Libération une carrière diplomatique et nommé ambassadeur successivement à Rome (1945), au Caire (1950-1954), à Washington (1955) puis à Bonn l'année suivante. En juin 1958, le Général De Gaulle le nomme ministre des Affaires étrangères, fonction qu'il quittera en 1968 pour le portefeuille des Finances (mai-juillet 1968).

Il est l'un des principaux artisans de la construction de l'Europe dans les années 1960, scellant au préalable la réconciliation franco-allemande par le traité du 22 janvier 1963.

En juillet 1968, le Général De Gaulle le nomme Premier ministre, en remplacement de Georges Pompidou. Il quitte le gouvernement lors du départ de Charles de Gaulle, le 28 avril 1969.

Il est élu député de Paris à partir de 1973, puis sénateur à partir de 1986.

DE GAULLE, CHARLES (1890-1970)



- . Militaire de carrière engagé dès la première guerre mondiale.
- . En 1940 il refuse la défaite : il choisit la résistance et dirige la France libre depuis Londres.
- . Réinstalle la république en France dès 1944.
- . Fondateur de la 5ème république.
- . Président de la république de 1958 à 1965, puis de 1965 à 1969.
- . Démissionne en 1969.
- 1/ Le militaire en avance sur son temps (jusqu'en 1940)

Charles de Gaulle est né en 1890, dans une famille catholique et nationaliste. Il s'engage rapidement dans une carrière militaire (officier à St Cyr) et participe à la 1ère guerre mondiale. Pendant l'entre-deux-guerres, il défend des conceptions modernes de l'armée (usage des chars) mais n'est pas écouté bien qu'il consacre deux livres à ces idées, dont "Vers l'armée de métier" en 1934.

2/ Le rebelle et le résistant (1940-1944)

En 1940 il est appelé très tardivement au gouvernement et ne peut rien faire. Lorsque Pétain appelle à cesser le combat, il s'envole pour Londres d'où, le 18 juin 1940, il lance son fameux appel afin de poursuivre la lutte. Il organise alors une résistance extérieure depuis Londres, reconstitue une armée qui se bat sur tous les fronts (avec les généraux Leclerc, Koenig...), parvient à unifier la résistance en France grâce à Jean Moulin et à créer un gouvernement provisoire à Alger. Quand Paris est libéré, le 25 août 1944, il réinstalle aussitôt la République et dirige un gouvernement provisoire (GPRF) en 1945. Il démissionne le 20 janvier 1946 pour montrer son désaccord sur les projets de constitution de la future 4ème République et expose ses convictions lors du discours de Bayeux du 16 juin 1946 : la 4ème République s'oriente vers un pouvoir exécutif faible, de Gaulle souhaiterait l'inverse. Il fonde alors un mouvement, le RPF (1947) avec lequel il espère imposer ses idées. C'est un semi-échec, la 4ème république tient, de Gaulle dissout le RPF et prend sa retraite à Colombey-les-deux-Eglises. Il rédige ses Mémoires. C'est la "traversée du désert". Son temps semble passé.

3/ Le politique, fondateur de la 5ème République (1944-1970)

De Gaulle revient pourtant au pouvoir à l'occasion de la guerre d'Algérie. La 4ème République s'enfonce dans ce conflit qu'elle ne parvient plus à maîtriser. Sur place, l'armée est de plus en plus indépendante. Le 13 mai

1958, un pouvoir militaire prend le contrôle de la situation à Alger et réclame le retour de de Gaulle : tout le monde le croit fermement partisan d'une Algérie française. Il revient au pouvoir, modifie la Constitution et crée la 5ème République dans laquelle les pouvoirs du Président sont renforcés. En 1962 une réforme capitale entraîne l'élection du Président au suffrage universel. Très populaire, il accomplit une oeuvre considérable (décolonisation, renforcement du rôle international de la France, modernisation de l'économie...), mais rencontre toutefois une opposition sociale qui se manifeste violemment en mai 68, crise dont de Gaulle sort avec difficulté. Il est réélu en 1965, mais démissionne en 1969 à la suite d'un référendum où les Français l'ont désavoué. Il meurt en novembre 1970.

DEBRÉ, Michel (1912-1996)



Docteur en droit, diplômé de l'École libre des Sciences politiques, il entame sa carrière en 1934 au Conseil d' Etat

Après un passage au cabinet de Paul Reynaud, il entre, pendant la seconde guerre mondiale, dans la clandestinité et participe activement à la Résistance sous le pseudonyme de Jacquier.

Après la Libération, il est appelé au cabinet du Général De Gaulle pour étudier une réforme de la fonction publique (avril 1945). Cette réforme aboutira à la création de l'École Nationale d'Administration.

Élu sénateur RPF d'Indre-et-Loire (1948-1958), il participe en tant que principal rédacteur de la Constitution, à la fondation de la Ve République.

Nommé Garde des Sceaux, ministre de la Justice de 1958 à 1959, il accède ensuite aux fonctions de Premier ministre (1959-1962).

Il est élu député de la Réunion (1963-1988).

Après la réélection du Général De Gaulle, il remplace Valéry Giscard d'Estaing au ministère de l'Économie et des Finances (janvier 1966).

Il devient ministre des Affaires étrangères du gouvernement Couve de Murville (mai 1968-juin 1969). Après le départ du Général De Gaulle et l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, il devient ministre de la Défense nationale de Jacques Chaban-Delmas (1969-1973). Il est parallèlement maire d'Amboise jusqu'en 1989.

Il démissionne de ses fonctions de président de groupe RPR à l'Assemblée nationale en 1980.

Il se présente à l'élection présidentielle en 1981 où il obtient un faible score , 1,6%.

Il entre à l'Académie française en mars 1988.

Michel DEBRÉ décède le 2 août 1996.

DELORS, Jacques (né en 1925)



- . Socialiste français un peu atypique car il est d'abord un économiste et un syndicaliste. C'est un européen convaincu.
- . Conseiller de Chaban-Delmas de 1969 à 1972.
- . Adhère au Parti socialiste en 1974.
- . Ministre des finances dans le gouvernement Mauroy de 1981 à 1984.
- . Son rôle majeur : Président de la Commission européenne de 1985 à 1994. Il est un partisan de l'accélération de la construction européenne. Il relance cette construction avec le traité de Maastricht qui prévoit la création de l'euro.

DENG XIAOPING (1904-1997)



- . Homme politique chinois.
- . C'est un ancien du parti communiste chinois puisqu'en 1934–35, il participe à "la longue marche". En 1958, il s'oppose à Mao lors du "grand bond en avant" et est écarté pendant plusieurs années.
- . Après la mort de Mao en 1976, il revient au premier plan et s'impose à la tête de la Chine en 1978.
- . Pragmatique, il se lance alors dans une politique de modernisation qui a pour visée, entre autres, d'ouvrir économiquement le pays.
- . En 1989 il écrase le "printemps de Pékin" (les chars placent Tien An Men) montrant la volonté de la dictature chinoise de ne rien céder de son pouvoir.
- . Il garde une influence décisive jusqu'à sa mort.
- . Il fut le dirigeant chinois qui a ouvert la Chine sur l'extérieur et notamment sur l'économie capitaliste.

EISENHOWER, Dwight (1890-1969)



- . Président des Etats-Unis (1952-1956 puis 1956-1960) Républicain
- . Héros de la 2nde guerre mondiale (chef d'état-major ayant organisé le débarquement du 6 juin 1944), facilement élu et réélu du fait d'une énorme popularité.
- . A l'intérieur, sa présidence coïncide avec une période de prospérité. Présenté comme très conservateur, il fut surtout un modéré.
- . Sa présidence fut toutefois un peu terne et les Américains le remplacèrent par le jeune Kennedy dans lequel ils se reconnaîtront davantage.

ELTSINE, Boris (né en 1931)



- . Ouvrier, il fait carrière et monte les échelons au sein du parti communiste de l'Union Soviétique.
- . Il est élu député en 1989 et se fait remarquer par ses idées libérales.
- . En août 1991, il parvient à faire échouer une tentative de putsch mené par des communistes conservateurs.
- . Il devient alors l'homme inévitable en URSS et se pose en grand rival de Gorbatchev. Il joue un grand rôle dans la disparition de l'URSS communiste.
- . Il devient après 1991 le Président de la Russie où il tente avec difficultés de réformer un pays en pleine crise.
- . Malade, il démissionne au profit de Vladimir Poutine.

Faure, Edgar (1908 - 1988)



Né à Béziers, docteur en droit, diplômé des langues orientales, il est professeur agrégé de droit à l'université de Dijon. Chef des services juridique du Comité de Libération nationale puis du gouvernement provisoire d'Alger,

il représente la France au procès de Nuremberg. député du jura de tendance radicale, il est plusieurs fois ministre avant d'être président du conseil en 1952

Il succède à Mendès France à la présidence en 1955 où il prépare l'indépendance du Maroc et fait aboutir le processus d'autonomie de la Tunisie.

Pour avoir dissout l'assemblée en 1955, il est exclu du parti radical et sera réintégré en 1961.

Rallié à De Gaulle il est ministre de l'agriculture en 66 et surtout ministre de l'éducation nationale en 68. Il propose alors une série de réformes visant à faire participer tous les acteurs de la vie universitaire à la gestion des universités, à leur autonomie administrative, pédagogique et financière.

En 1972 il est ministre dans le gouvernement Messmer et en 1973 il est président de l'assemblée nationale, il entre à l'académie française en 1978.

GANDHI (Mahatma Mohandas Karamchand GANDHI) (1869-1948)



- . Homme religieux et politique indien, père de l'indépendance de l'Inde.
- . Il étudie en Angleterre et devient avocat.
- . De retour en Inde, il s'engage pour l'indépendance de l'Inde et le départ des Britanniques. Son originalité vient du fait que toujours il refusa la violence pour parvenir à ses fins. On le surnomme le "mahatma" c'est-à-dire la grande âme.
- . Partisan de l'union de tous les Indiens, il s'opposa au système des castes et à la partition entre hindous et musulmans.
- . En Inde, le mouvement de contestation à la présence anglaise est mené par Nehru, et Gandhi joue un rôle moral. Il prône la désobéissance civile. Emprisonné de 1942 à 1944, il ne parvient pas, lors de l'indépendance du pays en 1947, à empêcher la division du pays.
- . Il est assassiné en 1948.

Fils de juriste, il fait des études de droit en Angleterre et entre à l'University College de Londres pendant 3 ans. Devenu avocat, son retour en Inde est plus difficile et il s'embarque pour l'Afrique du sud en 1893. Pendant plus de 20 ans, son expérience sud-africaine le marque, notamment la discrimination de la minorité blanche envers les communautés noire et indienne. Victime de cette discrimination, il aide la communauté indienne à se battre pour faire reconnaître ses droits civiques et fonde en 1894 le Natal Indian Congress dans la province du Natal. Il participe à la guerre des Boers aux côtés des britanniques de manière surtout humanitaire. Il continue de défendre les droits des minorités par la non-violence et la désobéissance civile, expérience fondatrices pour la suite de sa vie et de ses combats. Il fonde aussi un journal et entretient une relation littéraire avec Tolstoï dont les idées chrétiennes et pacifistes jouent une influence importante, complémentaire de son éducation et de sa piété (hindouïste et jaïn, il est aussi végétarien et depuis longtemps pacifiste).

Revenu en Inde en 1915, il s'engage en faveur des droits civiques des indiens et milite pour leur engagement aux côtés de l'armée britannique dans la 1° Guerre mondiale et en faveur des paysans pauvres où il organise aussi des campagnes de résistance civique contre les grands propriétaires indiens, ce qui le rend populaire dans l'ensemble du pays. Son engagement politique se précise, en faveur d'une indépendance complète des Indes et il devient dirigeant en 1921 du principal parti nationaliste hindou, le Parti du Congrès fondé en 1885. Poursuivant ses doctrines de non-violence et de désobéissance civile, il organise des boycotts des marchandises, des institutions (écoles, tribunaux...) britanniques mais les violences le conduisent à interrompre sa campagne en 1922. Arrêté et condamné à 6 ans de prison, il est libéré en 1924. De nouveau engagé à partir de 1928, il organise en 1930 la Marche du sel, pacifique (les britanniques détiennent le monopole du sel) sur 400 km jusqu'à la mer pour que les Indiens puissent récolter eux-mêmes le sel mais démissionne de la présidence du Congrès face à Nehru en 1936.

Durant la 2° Guerre mondiale, après un appui moral au Royaume-Uni, il demande pourtant le départ des troupes britanniques et l'indépendance immédiate et totale. C'est la résolution « Quit India » en 1942. Emprisonné pendant 2 ans, il est libéré en 1944 puis, avec Nehru, négocie avec le nouveau gouvernement britannique travailliste (Attlee) à la fin de la Guerre une indépendance rapide. Les violences interreligieuses entre hindous et musulmans conduisent le Parti du Congrès à accepter une partition des Indes sur une base religieuse, ce que refuse Gandhi qui rêve d'un état laïc et multiconfessionnel. Face à l'intransigeance de la Ligue musulmane d'Ali Jinnah qui milite pour la création d'un Pakistan, un état musulman, il donne son accord mais porte symboliquement le deuil de la partition le jour de l'indépendance, le 15 août 1947. En 1947-48, il tente en vain de s'opposer à la guerre civile, à la 1° guerre indo-pakistanaise et aux massacres interreligieux entre

hindous, musulmans et sikhs. Il est assassiné le 30 janvier 1948 par un extrémiste hindou qui lui reprochait d'être favorable au paiement par l'Inde de sa dette au Pakistan.

La pensée de Gandhi a exercé une influence très importante sur de nombreux mouvements et de nombreuses personnalités qui s'en réclament, en particulier Martin Luther King, mais aussi Nelson Mandela, Desmond Tutu, le Dalaï-Lama, Lech Walesa, Aung San Suu Kyi...

GISCARD D'ESTAING, Valéry (né en 1926)



- . Président de la république française de 1974 à 1981. Droite modérée, libérale et européenne.
- . Homme politique français qui connaît très tôt une brillante carrière : il est en effet élu député à trente ans. Il est plusieurs fois ministres de 1959 à 1974.
- . A la fin des années 60, il prend ses distances avec de Gaulle et invite à voter non au référendum de 1969.
- . Ministre des finances de 1969 à 1974, il devient président de la République de 1974 à 1981.
- . Il procède à plusieurs réformes (abaissement de l'âge du droit de vote, loi Weil autorisant l'IVG), il agit aussi en faveur de la construction européenne.
- . La crise économique entrave son action et mène à sa défaite en 1981 contre Mitterrand. Auteur du projet de la constitution française rejeté par les français par référendum.

GOEBBELS, Joseph (1897-1945)



- . Homme politique allemand.
- . Chef de la Propagande du parti nazi depuis 1928, il est ministre de la propagande et de l'information.
- . Il organisa les autodafés de livres et il utilisa la radio et le cinéma pour propager le nazisme.
- . Il eut une responsabilité essentielle dans le déclenchement de la "nuit de Cristal" (persécutions contre les Juifs en 1938).
- . Il est l'un des plus hauts dignitaires du parti nazi.
- . Il s'empoisonna avec sa femme et ses six enfants en 1945.

GOERING, Hermann (1893-1946)



- . Maréchal et homme politique allemand.
- . Il fut l'un des principaux chefs nazis pendant la seconde guerre mondiale, plus spécialement chargé de la LuftWaffe (armée de l'air) dont il est le ministre.
- . Il échoue dans la tentative de vaincre la RAF en 1940 (bataille aérienne pour l'Angleterre) qui devait permettre aux nazis d'envahir la grande Bretagne.
- . Il est l'un des nazis les plus proches de Hitler.
- . Il fut condamné à mort en 1945 au procès de Nuremberg mais il échappe à la pendaison et s'empoisonne dans sa cellule.

GORBATCHEV, Mikhaïl (1985-1991)



- . Secrétaire général du Parti Communiste de l'URSS de 1985 à 1990.
- . Il tranche avec ses prédécesseurs : il n'a "que" 55 ans et, conscient de la nécessité de réformer le pays pour le sauver, il lance la "Perestroïka" (restructuration, libéralisation et modernisation économique) et la "Glasnost" (transparence : liberté de la presse), et opère un désengagement de l'URSS à l'extérieur.
- . En donnant plus de libertés aux populations, il précipite pourtant la disparition de l'URSS : toutes les anciennes républiques (Ukraine, Biélorussie...) se déclarent indépendantes en 1991.
- . L'URSS disparaît en décembre 1991 et Gorbatchev n'a pas d'autres choix que de démissionner le 25 décembre 1991.
- . Il est remplacé à la tête de la Russie par Boris Eltsine, puis Vladimir Poutine.

HIMMLER, Heinrich (1900-1945)



- . Il fut l'un des principaux chefs nazis pendant la seconde guerre mondiale.
- . Nommé par Hitler chef des SS dès 1929, il devient en 1934 le chef de la Gestapo et ministre de l'intérieur.
- . Il fut le principal responsable de la mise en application de la solution finale qui a entraîné la mort de millions de personnes.
- . Il se suicide en 1945.

HITLER, Adolf (1889-1945)



- . Dictateur absolu de l'Allemagne nazie.
- . Il participe à la première guerre mondiale et est très marqué par la défaite.
- . Dès 1919, il s'engage en politique dans des petits groupuscules d'extrême-droite.
- . En 1923, il tente un putsch contre la république de Weimar, mais il échoue. Emprisonné, il rédige son livre programme "Mein Kampf".
- . De 1925 à 1933, il développe un parti nationaliste raciste dont il a pris la tête : le NSDAP (ou parti nazi). La crise des années trente favorise son accession au pouvoir et il devient chancelier en 1933.
- . Il installe rapidement sa dictature et jusqu'en 1939 sa politique expansionniste n'est pas contrecarrée. . En 1939, l'agression contre la Pologne entraîne le monde dans la seconde guerre mondiale.
- . Il met alors en place la "solution finale", traduction de son antisémitisme. L'Allemagne de Hitler devient alors un des états les plus meurtriers de tous les temps.
- . Il se suicide le 30 avril 1945, juste avant la chute de son 3ème Reich.

HO CHI MINH (1890-1969)



- . Il adhère au Parti communiste français en 1920, puis il fonde le Parti Communiste indochinois en 1930.
- . Nationaliste, il met en place un parti nationaliste, le Viet Minh (1941), pour lutter contre la domination française.
- . Le 2 septembre e1945, il proclame l'indépendance du Vietnam et engage la guerre d'Indochine contre l'occupant français.
- . La guerre d'Indochine contre la France se termine par la victoire du Viet Minh à la bataille de Dien Bien Phu (7 mai 1954).
- . Les accords de Genève du 21 juillet 1954 entérinent l'indépendance du Vietnam, du Laos et du Cambodge, mais le Vietnam reste coupé en deux ce qu'a toujours refusé Hô Chi Minh.
- . Ho Chi Minh développe alors un Vietnam du nord communiste et lutte contre l'influence américaine qui soutient le sud.
- . La guerre du Vietnam dans les années 60 débouchera à nouveau sur une victoire vietnamienne.
- . Le Vietnam ne sera réunifié qu'en 1975, après la défaite américaine.

Précurseur avec Mao du communisme en Asie, ce militant et père de l'indépendance du Viet-Nam a combattu et vaincu, avec le Général Giap, deux grandes puissances occidentales au XX° siècle, à la fois dans un contexte de Guerre froide et de décolonisation : la France durant la Guerre d'Indochine (1946-54) et les Etats-Unis dans la Guerre du Viet-Nam (dont il ne vit pas la fin).

De son vrai nom, Nguyen Sinh Cung, il est fils d'un mandarin (fonctionnaire) annamite. Après des études à Hué (ancienne capitale impériale de l'Annam) puis en Europe (à Londres et Paris), il est converti très jeune au communisme par Marcel Cachin, directeur du quotidien communiste, l'Humanité. Dès 1920 au congrès de Tours, il participe à la scission de la SFIO et la création du Parti Communiste Français puis est formé en URSS par les chefs du Komintern (Internationale Communiste) et par Mao Zedong, chef du PCC (Parti Communiste Chinois) pour développer les réseaux communistes en Indochine et fonde en 1930 le PCI (Parti Communiste Indochinois) qui réclame à la fois l'indépendance du Viet-Nam et l'établissement d'un régime communiste dans l'ensemble de l'Indochine française (Viet-Nam, Laos, Cambodge), notamment par les émeutes de 1930 durement réprimées.

Durant la 2° Guerre mondiale, il combat contre l'occupant japonais en organisant une milice communiste (le Viet-Minh) puis est arrêté par les nationalistes chinois. Libéré à la fin de la guerre, il proclame l'indépendance de la République du Viet-Nam le 2 septembre 1945, jour de la capitulation japonaise pour couper court à la fois à l'Empereur Bao Daï et à l'autorité française dont les troupes ont évacué l'Indochine.

Après des négociations menées avec Jean Sainteny (Commissaire de la République française), il obtient par les accords Ho-Sainteny (6 mars 1946) une très large autonomie remise en cause par l'Amiral Thierry d'Argenlieu (Haut-Commissaire français de l'Indochine) qui provoque le Viet-Minh par le bombardement d'Haïphong (20 novembre 1946) auquel répond l'attaque du Viet-Minh sur Hanoï le 19 décembre, début de la Guerre d'Indochine.

Avec l'appui de la Chine à partir de 1949, Ho Chi Minh bénéficie d'un soutien économique, politique et militaire en pleine Guerre froide qui lui permet de résister à l'armée française, finalement vaincue à la bataille de Dien Bien Phu le 7 mai 1954. Lors de la conférence internationale de Genève, avec l'appui de la délégation chinoise conduite par Zhou En-Laï (Ministre chinois des affaires étrangères), il obtient du gouvernement français de Pierre Mendès-France la reconnaissance de l'indépendance du Viet-Nam le 20 juillet mais n'accepte pas la partition du pays en 2.

Il dirige le nord (capitale Hanoï) tandis qu'au sud se met en place un régime proocidental dirigé par Diem, bénéficiant après le départ des français du soutien américain contre lequel il combat par l'intermédiaire du Viet-Cong, armée de libération du Viet-Nam, communiste, chargée de préparée au sud le renversement du régime de Diem et la réunification du pays.

C'est le début à la fin des années 50 de la Guerre du Viet-Nam dans laquelle snnt engagés les américains, officiellement à partir de 1964. Il meurt avant d'avoir pu obtenir la victoire viet-namienne sur les Etats-Unis (1973) et la réunification du pays par le Viet-Nam du nord (prise de Saïgon, rebaptisée Ho Chi Minh-ville).

KOHL, Helmut, né en 1930



- . Homme politique allemand.
- . Président de la CDU depuis 1973, il dirige la RFA de 1982 à 1998 (chancelier).
- . Profondément européen, il favorise, avec François Mitterrand dont il est devenu l'ami, la construction européenne.

- . Il mène au pas de charge la réunification du pays, puisque le mur tombe le 10 novembre 1989 et la réunification est mise en place le 3 octobre 1990. Son prestige est alors considérable.
- . Battu par Gerard Schroeder en 1998, il est aujourd'hui mêlé à une question de financement occulte de son parti, qui terni son image de chancelier de la réunification.

KHOMEINY (1902-1988)



- . Religieux chiite, il est un farouche opposant au Shah d'Iran.
- . Expulsé d'Irak en 68 où il avait déjà été exilé, il s'installe en France et appelle au renversement de la monarchie.
- . Il proclame en 1979 la République islamique dont il devient le guide. Il élimine ses opposants et instaure une dictature religieuse intégriste en Iran.
- . L'Irak est en guerre contre l'Iran entre 1980 et 1988.
- . Il condamne Salman Rushdie à la mort en 1989 en lançant contre lui une fatwa.
- . Depuis sa mort, l'Iran sort lentement de son isolement et semble vouloir évoluer un peu.

Jdanov, (Andreï) (1896-1948)



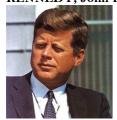
- . Homme politique soviétique chargé de la propagande, il est très proche de Staline.
- . En 1947 il représente l'URSS à la conférence des partis communistes européens où est fondée le Kominform.
- . Son «rapport» de 1947 dans lequel il présente l'URSS comme la patrie de la démocratie s'opposant à l'impérialisme américain marque le début de la guerre froide (avec la doctrine Truman et le plan Marshall).

JOHNSON, Lyndon (1908-1973)



- . Président des Etats-Unis (1963-1964, puis 1964-1968) Démocrate
- . Vice-président de Kennedy qu'il remplace à sa mort.
- . Il veut continuer sur sa lancée et annonce un projet de "Grande Société", ambitieux programme social en faveur des démunis et des minorités. C'est ainsi qu'il fait adopter la loi sur les droits civiques en 1964 (égalité des Noirs).
- . Mais Johnson prend l'initiative d'engager militairement les E-U dans la guerre du Vietnam et y envoie 500 000 G.I.'s. Sa popularité ne résiste pas à cette escalade et son mandat se finit dans la violence (émeute urbaine à Los Angeles en 1965, assassinat de Robert Kennedy et Martin Luther King en 1968).

KENNEDY, John Fitzgerald (1917-1963)



- . Président des Etats-Unis (1960-1963) Démocrate
- . Jeune, beau (le couple présidentielle avec Jackie) et catholique il est le symbole d'un nouveau souffle après les années Eisenhower somme toute un peu terne.
- . Un programme très ambitieux pour redynamiser l'Amérique (conquérir de "nouvelles frontières") et quelques slogans forts ("ne vous demandez pas ce que l'Amérique peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour l'Amérique"), mais il n'a pas le temps de le mettre réellement en oeuvre.
- . Sa politique extérieure est ferme est très active : ingérence en Amérique latine, fermeté face à l'URSS lors de la crise de Cuba en 1962, début de l'intervention américaine au Vietnam.
- . Sa mort tragique et mystérieuse (assassiné le 22 novembre 1963 à Dallas) achève d'alimenter le mythe Kennedy.

KHROUCHTCHEV, Nikita (1953-1964)



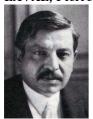
- . Succède à Staline à la place de secrétaire général du P.C. de l'URSS en 1953.
- . Il veut assouplir la dictature de Staline et arrête les massacres et déportations de masse.
- . Convaincu de la supériorité du communisme sur le capitalisme, il tente, sans y parvenir, de réformer l'économie soviétique afin de rattraper les E-U.
- . Lors du 20ème congrès du parti en 1956, il critique Staline et lance la déstalinisation, mais il réprime durement l'insurrection hongroise de 1956, montrant par là que l'URSS n'entend pas relâcher son contrôle sur les pays d'Europe de l'Est.
- . Il prône la "coexistence pacifique" avec les E-U ce qui précipite la rupture avec la Chine de Mao partisan de la fermeté.
- . Son échec lors de la crise des fusées de Cuba en 1962 l'oblige à démissionner en 1964.

Laniel, Joseph (1889 - 1975)



Industriel né à Vimoutiers (Orne) Député du Calvados (Lisieux) de 1932 à 1940. Modéré de droite, il entre au gouvernement de Paul Reynaud en 1940 comme sous secrétaire d'Etat aux finances. Il entre très tôt dans la résistance. Il représente l'alliance démocratique au CNR dés le 27 mai 1943. A la libération il est derrière De Gaulle sur les Champs Elysées. Membre de l'assemblée consultative et des deux constituantes, il est constamment député jusqu'à la fin du régime. Il crée le Parti Républicain de la Liberté en 1946 qui réunit la droite modérée, reconstituant la droite discréditée par Vichy. En 1951il participe avec René Coty à la création du CNIP (Centre National des Indépendants et Paysans) il est ministre des PTT pendant 2 mois dans le gouvernement Pleven en 1951 puis il passe aux Finances. Le 26 juin 1953 il est président du conseil, il doit faire face à une grève générale (4 millions de grévistes) Mis en minorité sur le problème indochinois, il démissionne le 12 juin 1954. Il se présente sans succès à l'élection présidentielle en 1953, il se maintien pendant 10 tours de scrutin mais c'est finalement René Coty qui est élu au 13ème tour.

LAVAL, Pierre (1883-1945)



. Homme politique pacifiste sous la 3ème République, il se rallie à Pétain en 1940 et fait voter la suppression de la république le 10 juillet 1940.

- . Devenu le bras droit de Pétain, il est convaincu de la défaite française et cherche dès lors à instaurer une politique de collaboration avec l'Allemagne.
- . Tombé en disgrâce en décembre 1940 et remplacé un temps par Darlan, il revient au pouvoir aux côtés de Pétain en 1942 et il intensifie sa politique de collaboration avec l'Allemagne, favorisant notamment la rafle du "Vel' d'hiv", la "Relève" ou le STO.
- . Arrêté à la Libération, il est jugé, condamné à mort et exécuté en 1945.

LUMUMBA, Patrice Emery (1925-assassiné le 17 janvier 1961)



Premier Ministre du Congo (juin-septembre 1960)

Leader nationaliste militant pour l'indépendance du Congo belge, colonie de triste mémoire où les belges s'y rendirent coupables des pires crimes, notamment à l'époque du Roi Léopold II (1875-1908), il obtient une indépendance négociée et rapide en 1960 et en deivient le premier ministre. Hélas, les intérêts économiques, les ambitions politiques du Président Kazavubu, la sécession du Katanga, la guerre civile attisée par les grandes puissances qui se méfient d'un homme jugé sympayhisant du bloc de l'est auront raison de lui,de la démocratie et de la paix au Congo. Son ignoble assassinant a de quoi faire réfléchir sur la décolonisation. La suite de la biographie avec des documents sur lesquels les élèves de Terminale ES ont à travailler pour la rentrée : Autodidacte, il travaille comme employé d'une société minière au sud-Kivu puis comme journaliste avant de s'engager en politique. Militant anticolonialiste, il fonde en1958 le MNC (Mouvement National Congolais) et lutte pour l'indépendance, ce qui lui vaut d'être arrêté puis libéré peu avant l'indépendance accordée par la Belgique à sa colonie le 30 juin 1960. Ce jour-là, il prononce un discours virulent contre les crimes coloniaux commis par la Belgique et devient alors le 1° Premier Ministre du Congo indépendant.

Lumumba, qui veut tourner la page du colonialisme, décrète l'africanisation de l'armée. Cependant, les cadres de l'armée restent belges, le temps de former des officiers noirs. Cela conduit à des violences commises par les noirs contre les belges militaires et civils. Le gouvernement belge du Roi Baudouin Ier réplique en envoyant des troupes pour protéger ses ressortissants et soutenir la rébellion de la province minière du Katanga au sud du pays où Moïse Tschombé s'est proclamé dirigeant avec le soutien politique, économique (les compagnies belges continuent d'y exploiter les minerais) et militaires (les gendarmes et officiers de l'armée katangaise sont des mercenaires belges).

A k'été 1960, la crise politique congolaise prend une autre ampleur. Face au centralisme de Lumumba, d'autres provinces coimme le sud-Kasaï font sécession. L'ONU sous la pression des Etats-Unis annule l'envoi de casques bleus promis à Lumumba pour rétablir la paix. Le conflit congolais devient un conflit de guerre froide puisque face à l'hostilité des grandes puissances occidentales (USA, Belgique, France, ONU), il doit se tourner vers l'URSS. Ainsi, le président Kasavubu, sous la pression internationale et à l'initiative du gouvernement blege, décide de rompre avec Lumumba et de le limoger. Lumumba en appelle au peule qui le soutient et au Parlement qui vote le renversement de Kasavubu.

La crise provoque l'émergence d'un officier de l'armée congolaise, soutenu par la France qui a des intérês dans la région, le Colonel Joseph-Désiré Mobutu qui rétablit l'ordre et prend le pouvoir. Dès décembre, Lumumba, menacé et en résidence surveillée tente de gagner Stanleyville, son fief où il a de nombreux partisans. Arrêté, il est livré par Mobutu aux autorités katangaises de Tschombé et transféré par avion à Elisabethville, capitale du Katanga. Torturé et humilié avec ses compagnons, il est alors assassiné par des "Tigres katangais" commandés par des officiers mercenaires belges. L'implication du gouvernement belge dans son assassinat a été reconnue en2002 . L'implication des Etats-Unis qui craignaient de voir le Congo et ses richesses basculer dans le bloc de l'est, semble aussi évidente. Sa mort fut très regrettée par le peuple congolais et par l'ensemble des pays non-alignés dont il était un leader. Mobutu, quant à lui, devint président à vie à partir de 1965 jusqu'à son renversement en 1997. Depuis, et sous la férule des Kabila père et fils, le Congo est toujours en guerre civile.

MAO ZEDONG (1893-1976)



- . Il est l'un des créateurs du PC chinois en 1921.
- . De 1930 à 1934, il lutte contre Tchang Kai Chek, et il doit se réfugier dans le sud au terme de La "Longue Marche" (1934-1935).
- . Lorsque le Japon attaque la Chine, Tchang Kai Chek et Mao font l'union sacrée et s'entendent provisoirement.
- . En 1946, la guerre civile reprend et, finalement, les communistes de Mao l'emportent.
- . Il proclame la République Populaire communiste de Chine en octobre 1949 : le pays le plus peuplé du monde devient communiste.
- . Il intervient en Corée en 1950 et s'allie un temps avec l'URSS avant de rompre en 1958.
- . Il lance le "Grand bond en avant" qui est un échec total puis la "Révolution culturelle" (1966) qui lui permet d'éliminer ses opposants.
- . Sa longue dictature fut extrêmement meurtrière.

Marie, André (1897 - 1974)



André Marie est né à Honfleur le 3 décembre 1897. Il est fils et petit-fils d'instituteurs. Après des études de droit, il s'inscrit au barreau de Rouen et commence une double carrière d'avocat et d'écrivain (il écrit plusieurs livrets d'opéras-comiques ainsi que des pièces de théâtre) avant d'adhérer au Parti radical-socialiste, dont il devient un des membres les plus fidèles et les plus représentatifs. Élu conseiller d'arrondissement en 1923, conseiller municipal de Rouen en 1925, conseiller général du canton de Pavilly en 1928 et, la même année, député de la Seine-Inférieure (aujourd'hui Seine-Maritime), réélu dans cette fonction en 1932 et en 1936, il est, dès 1933, nommé sous-secrétaire d'État spécialement chargé des affaires d'Alsace-Lorraine; puis, en 1934, il est sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le deuxième cabinet Daladier tout en étant, dans le même temps, délégué à la Société des Nations.

Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, il reprend volontairement du service comme capitaine d'artillerie. Fait prisonnier en 1940, il est libéré en 1941 comme ancien combattant ; mais, de retour à Rouen, il se démet de tous ses mandats, ne voulant accepter que celui du suffrage universel. Il entre alors dans la Résistance, est arrêté en septembre 1943 et déporté à Buchenwald.

MASSU Jacques (1908-2002)



- . Militaire français, officier qui se rallie à de Gaulle pendant la guerre, il participe ensuite à la guerre d'Indochine.
- . Officier parachutiste en Algérie, il lutte contre le FLN en employant des moyens parfois critiquables.
- . Surtout, le 13 mai 1958, il forme un Comité de Salut Public à Alger et renverse le pouvoir de la République. Il en appelle alors à de Gaulle, convaincu que celui-ci fear tout pour conserver l'Algérie française.
- . Rappelé en France par de Gaulle, il lui resta fidèle jusqu'au bout. C'est d'ailleurs auprès de Massu, en Allemagne, que de Gaulle est allé cherché du soutien pendant la crise de Mai 68.

Mayer, René (1895 - 1972)



Membre du Conseil Français de Libération Nationale (CFLN) à Alger en 1943, il est député radical-socialiste de Constantine de 1944 à 1955. haut commissaire aux affaires allemandes en 1945-46 il commence sa carrière

ministérielle le 5 septembre 1944 comme ministre des Communications et de la Marine marchande pendant 4 jours dans le premier gouvernement provisoire sous la présidence de De Gaulle . Dans le second du 9 septembre 1944 il est ministre des Transports et des Travaux publics. Il ne figurera pas dans le gouvernement de Félix Gouin en 1946. Il prend le porte-feuilles de Finance dans le gouvernement Schuman en 1947, dans le gouvernement d'André Marie il est ministre de la Défense un mois en 1948, puis ministre de la Justice dans le gouvernement Bidault en 1949, il est maintenu à son poste par René Pleven en juillet 50 et revient aux Finances en août 51 dans le second gouvernement Pleven en 51. Le 7 janvier 53 il devient président du conseil , il nomme commandant en chef des forces en Indochine le général Navarre dont le plan est de créer une base à Diên Biên Phû afin de se présenter en force aux futures négociations de paix. il est renversé le 21 mai. Il succède à Jean Monnet à la présidence de la CECA le 2 juin 1955, il en démissionne le 19 septembre 1957.

MENDES-FRANCE Pierre (1907-1982)



- . Homme politique français.
- . Résistant pendant la deuxième guerre mondiale, il devient président du Conseil sous la 4ème République entre 1954 et 1955.
- . Il met un terme à la guerre d'Indochine par les accords de Genève (21 juillet 1954), engage le règlement du problème tunisien (discours de Carthage), mais il réagit par la fermeté à l'insurrection algérienne. Il est renversé en 1955.
- . Opposant à la 5ème République, il n'occupera plus de fonction importante mais il garde un grand prestige bien au delà de sa famille politique. Il apporte son soutien à Mitterrand en 1981.
- . Pierre Mendès-France fut un homme politique de gauche un peu atypique, avec de grandes convictions et qui affirmait que "gouverner c'est choisir".

MESSMER, Pierre (20 mars 1916 - 29 août 2007)



Né le 20 mars 1916 à Vincennes (Val-de-Marne) d'une famille alsacienne qui avait opté pour la France en 1871, Pierre Messmer a fait ses études secondaires à l'école Massillon et au lycée Charlemagne. Breveté de l'École nationale de la France d'Outre-mer (1934-1937), Diplômé de l'École des langues orientales (1934-1936), licencié en droit (1936), docteur en droit (1939).

Appelé au service militaire en octobre 1937, il est maintenu sous les drapeaux en raison de la guerre. Après la Campagne de France en 1939-1940, il rejoint les Forces françaises libres à Londres, en juillet 1940. Affecté à la 13e demi-brigade de la Légion étrangère, participe, comme lieutenant puis, à partir de 1941, comme capitaine commandant de compagnie, aux opérations de Dakar et Libreville, aux campagnes d'Erythrée, de Syrie en 1941, de Libye en 1942-1943, et de Tunisie en 1943. Combat à Keren, Massava, Kissoué, Damas, Bir Hakeim, El Alamein.

Débarque en Normandie en juin 1944 et entre à Paris en août 1944.

Parachuté en Indochine en août 1945, est fait prisonnier par le Vietminh, s'évade et rejoint en octobre la mission française à Hanoï.

Rendu à la vie civile, Pierre Messmer exerce ses fonctions d'administrateur de la France d'Outre-mer : Secrétaire général du Comité interministériel pour l'Indochine (1946), Directeur du cabinet du Haut Commissaire en Indochine (1947-1948), Administrateur du cercle de l'Adrar mauritanien (1950-1952), Gouverneur de la Mauritanie (1952-1954), de la Côte d'Ivoire (1954-1956),

Directeur de cabinet du ministre de la France d'Outre-mer (1956), Haut Commissaire de la République au Cameroun (1956-1958), en Afrique équatoriale (1958) et en Afrique occidentale française (1958-1959). Nommé ministre des Armées par le général de Gaulle en février 1960, il assume cette fonction sans interruption jusqu'en avril 1969. Revient au gouvernement en 1971, sous la présidence de Georges Pompidou, en qualité de ministre d'État chargé des départements et territoires d'Outre-mer et, enfin, comme Premier ministre de 1972 à 1974.

Député de la Moselle de 1968 à 1988, maire de Sarrebourg de 1971 à 1989, président du Conseil régional de Lorraine en 1978 et 1979.

Élu à l'Académie des Sciences morales et politiques en 1988. Secrétaire perpétuel de cette Académie (1995-1998).

Chancelier de l'Institut de France depuis le 1er janvier 1999.

Élu à l'Académie française, le 25 mars 1999, au fauteuil de Maurice Schumann (13° fauteuil).

MITTERAND FRANCOIS (1916-1996)







- . Toute sa vie fut tournée vers la politique.
- . Sans être vraiment un homme de gauche, il prend la tête du PS en 1971 et s'impose à gauche.
- . Il réussit l'union de la gauche en 1972 et amène celle-ci au pouvoir en 1981.
- . Président de la République pendant 2 septennats (1981-1988-1995).
- 1/ Les années de formation et la guerre (1916-1946)

François Mitterrand naît en 1916 dans une famille de droite.

Fait prisonnier en 1940, il s'évade en 1941 et rejoint la zone libre. Il obtient un emploi à Vichy. Il a alors de réelles sympathies pour le régime de Vichy et pour Pétain, mais, anti-allemand, Mitterrand finit par s'engager dans la résistance en 1943. Il refuse pourtant de rejoindre de Gaulle.

2/ Ministre sous la 4ème république (1947-1958)

Il est élu pour la première fois député dans la Nièvre en novembre 1946. Il adhère à l'UDSR, petit parti plutôt centriste et devient pour la première fois ministre en 1947.

Il est très souvent ministre sous la 4ème république. Son poste le plus important : ministre de l'intérieur dans le gouvernement Mendès-France lorsque éclate la guerre d'Algérie (1954).

3/ L'opposant à de Gaulle et l'homme de l'union de la gauche (1958-1981)

Le 13 mai 1958, il s'oppose d'emblée au retour du général de Gaulle.

En 1965, il se présente à l'élection présidentielle contre de Gaulle. Son beau score au deuxième tour (44,8%) fait de Mitterrand l'homme inévitable à gauche. En mai 68, Mitterrand croyant de Gaulle à bout de souffle, se présente seul comme candidat potentiel. C'est un échec qui l'isole et le discrédite. Aussi, lors des présidentielles de 1969, il laisse passer l'orage et ne se présente pas.

En 1969, la vieille SFIO disparaît victime de ses contradictions. Le P.S. (Parti Socialiste) naît, la gauche non communiste se rénove.

En juin 1971, lors du Congrès d'Epinay du PS, Mitterrand parvient (le même jour !) à adhérer au PS et à en prendre le contrôle en en devenant le secrétaire général. Un an plus tard, en 1972, il signait le Programme commun de gouvernement avec le parti communiste. Cette fois, il était prêt.

Aux présidentielles de 1974, Mitterrand est à nouveau le candidat unique de la gauche. Il est battu de justesse par Valéry Giscard d'Estaing (49,2%). Un temps menacé à gauche par Michel Rocard, il parvient à écarter son jeune rival et à se maintenir seul candidat de la gauche en 1981. Il l'emporte aux présidentielles de 1981, à nouveau contre Giscard.

4/ Le Président aux deux septennats (1981-1988-1995)

Après un bref état de grâce et des réformes majeures (en 1981-1982 sous le gouvernement Mauroy), Mitterrand déçoit et devient le Président le plus impopulaire de la 5ème République. En 1983, il abandonne les réformes de gauche et, face aux difficultés économiques, accepte une gestion plus libérale de l'économie (gouvernement de Laurent Fabius 1984-1986). La déception chez l'électorat de gauche est considérable, d'où la défaite aux législatives de 1986 et la première cohabitation avec Jacques Chirac (RPR) qui devient premier ministre. Mitterrand utilise pourtant mieux la cohabitation que son adversaire et l'emporte à nouveau aux Présidentielles de 1988.

La deuxième présidence connaît le même rythme que la première : impopularité, défaite électorale en 1993 et cohabitation (gouvernement Balladur 1993-1995). Ce second septennat est toutefois encore plus critiqué que le premier (éclatement de nombreuses "affaires"). Mitterrand, malade, achève difficilement ce second mandat. Il meurt en 1996 et est inhumé à Jarnac.

Bilan et conclusion sur François Mitterrand

François Mitterrand est sans doute une des personnalités politiques les plus complexes du siècle.

Un grand homme d'état, avec un sens de la politique exceptionnel. Sans doute un des plus grands tacticiens politiques du siècle qui a su anticiper les évolutions.

Mais un homme difficile à cerner, avec beaucoup moins de convictions qu'un de Gaulle. Mitterrand a toujours été prêt à beaucoup de concessions pour parvenir à ses fins. Il y a en effet beaucoup d'opportunisme et un goût

incompressible pour le pouvoir chez cet homme. En fait, peut-être seules trois idées ont été constantes dans toute sa vie :

- il n'a jamais été marxiste ni communiste,
- il a toujours été anti-gaulliste,
- il a toujours été un défenseur de la construction européenne.

Beaucoup de déceptions dans ce double septennat : les années Mitterrand se sont en effet accompagnées de nombreux scandales, d'une montée des inégalités et d'une résurgence de l'extrême-droite. Déception de la quasi-totalité de ceux qui attendait une vrai politique de gauche après 1981. Il a pourtant eu le mérite de réconcilier la gauche avec la 5ème République. L'alternance droite-gauche s'est mise en place avec lui. En ce sens, son double septennat a contribué à rendre la France plus démocratique.

Mohammed V (1909-1961)





Sultan chérifien alaouite (1927-53, 1955-57) puis 1er Roi du Maroc (1957-61)

Ce sultan du Maroc, le 2° sous le protectorat français, a obtenu par son combat politique après la 2° Guerre mondiale, l'indépendance du Maroc en 1956. Il en est devenu le Roi, très aimé de sa population. Il est aussi le grand-père de l'actuel Roi du Maroc, Mohammed VI.

Héritier de la dynastie chérifienne alaouite (descendante d'Ali), il est choisi par les autorités françaises comme sultan à la place de ses 2 frères aînés en 1927, à la mort de son père, Moulay Youssef. Il réussit dès lors à se rendre populaire auprès de la population marocaine comme auprès des autorités françaises en coopérant avec elles.

Pendant, la 2° Guerre mondiale, il refusa d'appliquer les mesures antisémites décrétées par le gouvernement de Vichy. Après le débarquement anglo-américain en Afrique du nord en novembre 1942, il reçut la conférence d'Anfa (Casablanca) en 1943, bénéficiant entre autres du soutien du président américain Roosevelt, et reconnut le CFLN du Général de Gaulle.

Dès 1944, il soutint avec son fils, le futur roi Hassan II, l'Istiqlal, mouvement nationaliste marocain qui réclamait l'indépendance du Maroc par son manifeste. Il dénonça aussi la répression française des émeutes et l'arrestation des leaders nationalistes de l'Istiqlal.

En 1947, il alla plus loin dans ses revendications avec le discours de Tanger en 1947 où il réclama l'indépendance, l'union des arabes et l'adhésion du Maroc à la Ligue Arabe (fondée en 1945) dont il fit l'apologie.

Dès lors, les relations se tendirent avec les autorités françaises, notamment avec le nouveau résident général, le Général Alphonse Juin qui appliqua des mesures sévères et fit pression sur le sultan pour qu'il désavoue l'Istiqlal et se démarque des revendications nationalistes. La nomination d'un nouveau résident général, le Général Guillaume, accentua les dissensions entre Mohammed V et la France. De nouvelles manifestations virèrent à l'émeute au Maroc en1952 tandis que Mohammed V donnait à la cause marocaine une audience internationale à l'ONU avec le soutien des Etats-Unis.

En 1953, le général Guillaume manœuvra alors avec d'autres élites marocaines, notamment le Glaoui, pacha de Marrakech, l'Ouléma de Fès et les tribus berbères et fit déposer Mohammed V pour placer son oncle, Mohammed Ibn Arafa, sur le trône tandis que Mohammed V refusait d'abdiquer. L'arrestation puis la déportation du sultan, d'abord en Corse, puis à Madagascar souda les marocains derrière leur sultan et fédéra le mouvement nationaliste derrière Mohammed V. Une vague de violences et d'attentats secoua le Maroc, tandis qu'éclatait dans le même temps la Guerre d'Algérie en1954 et que la même politique déclenchait les mêmes effets en Tunisie contre le Néo-Destour d'Habib Bourguiba.

L'aggravation de la situation en 1955 força le gouvernement français à négocier et à rappeler le sultan. Du 2 au 6 novembre 1955, après son retour en France et l'abdication de son oncle, Mohammed V signa avec le président du conseil des ministres français, Antoine Pinay, les accords de La Celle – Saint-Cloud qui mettait en place le processus de transition vers l'indépendance.

Le 16 novembre 1955, il fit son retour au Maroc avec son fils et fut accueilli triomphalement. Le 20 mars 1956 prenait fin le protectorat français tandis que l'Espagne mettait fin au sien le 7 avril. Il prit dès 1957 le titre de Roi du Maroc et porte aussi le titre de Commandeur des croyants de l'Islam en tant que descendant du prophète.

Sur le plan diplomatique, il soutint la décolonisation et l'émergence du Tiers-Monde en aidant le FLN algérien pendant la Guerre d'Algérie puis en soutenant Patrice Lumumba et le Mouvement National Congolais lors de l'indépendance du Congo belge en 1960. Il mourut en 1961 et son fils lui succéda sous le nom d'Hassan II. L'actuel roi du Maroc, Mohammed VI, est son petit-fils.

MOLLET, Guy (1905-1975)



- . Homme politique français socialiste.
- . Il est secrétaire général de la SFIO (ancien PS) de 1949 à 1969.
- . Il est Président du Conseil entre 1956 et 1957.
- . Il entreprend un oeuvre importante (3ème semaine de congés payés, signature du traité de Rome, indépendance de la Tunisie et du Maroc), mais il se discrédite totalement dans sa gestion de la guerre d'Algérie : élu pour faire la paix, il va intensifier la guerre et couvrir les exactions de l'armée.
- . De même, il lance la France avec beaucoup de légèretés dans la crise de Suez qui se termine par un fiasco.
- . Même hésitation dans son propre parti où la SFIO conserve des principes marxistes et révolutionnaires mais pratique le réformisme.
- . Les années Guy Mollet correspondent à une usure du socialisme qui se régénéra après son départ (création du PS).

NASSER, Gamal Abdel (1918-1970)



- . Chef d'état égyptien et leader du tiers-monde dans les années 50-60.
- . Il est l'un des organisateurs du coup d'état qui renverse le roi d'Egypte en 1952 et prend le pouvoir en 1954.
- . Il participe à la conférence de Bandung en 1955.
- . Il décide de nationaliser le canal de Suez en 1956 alors détenu par la France et la Grande Bretagne. Ce coup d'éclat qui débouche sur un recul des deux anciennes puissances coloniales, lui assure un rayonnement important dans le monde arabe.
- . Son pays est battu par Israël en 1967 lors de la guerre des six jours, mais il garde jusqu'à sa mort une réelle popularité.

Leader panarabe et laïc, il a incarné la modernisation de l'Egypte et le nationalisme arabe des années 50 et 60. Il a activement encouragé la décolonisation, notamment en participant à la Conférence de Bandung puis en soutenant les mouvements nationalistes arabes, en particulier au Maghreb, Il a aussi été l'un des pionniers du mouvement des non-alignés durant la Guerre froide avec Nehru et Tito dès 1956. La nationalisation du canal de Suez et la crise qu'elle déclencha en 1956, est un des évènements majeurs des années 50. Sa lutte contre Israël entraîna l'Egypte dans la Guerre des 6 Jours en 1967, défaite qui assombrit la fin de sa carrière et mit fin au rêve du nassérisme.

Fils de fonctionnaire des postes, il s'engage très tôt dans la lutte contre la domination européenne puis participe à la 1° guerre israëlo-arabe de 1948-49 au cours de laquelle il est blessé. Nasser crée alors le « Mouvement des officiers libres » qui renverse le Roi Farouk en 1952 par un putsch et proclame la République en 1953. Un an plus tard, alors qu'il est ministre de l'Intérieur, il renverse le 1° président, le général Mohammed Naguib, devient Premier Ministre puis Président en 1956.

Dès lors, il renforce ses pouvoirs, lutte contre la mouvance islamiste des Frères musulmans, centralise l'état égyptien, nationalise l'industrie, met en place une réforme agraire et une politique de Grands Travaux dont le projet du haut-barrage d'Assouan et se tourne de plus en plus vers le bloc soviétique. Dès 1955, il s'arme auprès du Pacte de Varsovie, achetant notamment du matériel militaire lourd à la Tchécoslovaquie, dans l'objectif de reconquérir la Palestine (dont l'Egypte assure la gestion de la bande de Gaza). Il tente de rester neutre pourtant dans la Guerre froide, participant dès 1955 à la Conférence de Bandung puis en 1956 à la 1° réunion des non-alignés à Brioni (Slovénie, Yougoslavie) avec Tito et Nehru. Pourtant, le refus des crédits américains à son projet, annoncé le 19 juillet à Brioni, le conduit par le discours d'Alexandrie à annoncer la nationalisation du canal de Suez le 25 juillet. Cet acte qui contrarie les intérêts franco-britanniques de la compagnie du canal,

le blocage du golfe d'Aqaba, débouché maritime d'Israël sur la mer rouge, conduisent Israël, la France et le Royaume-Uni à déclencher une intervention militaire commune en octobre 1956 : c'est la crise de Suez. Vaincu militairement, Nasser transforme la crise en une victoire politique car, sous la pression des 2 Grands, Israël, la France et le Royaume-Uni retirent leur troupe. Nasser apparait alors comme le leader du monde arabe, défenseur d'un panarabisme laïc connu sous le nom de nassérisme qui permet notamment l'arrivée au pouvoir en Syrie et en Irak de partis panarabes laïcs, le Baas. A la demande des officiers égyptiens et syriens, il fusionne l'Egypte et la Syrie dans une République Arabe Unie dans laquelle il tente d'inclure le Yémen mais l'échec est rapide et la RAU dissoute en 1961.

Il n'a dès lors de cesse de vouloir libérer la Palestine. En 1967, il remilitarise le Sinaï, neutralisé pourtant depuis 1956 par l'ONU, qu'il force à évacuer. Il concentre ses troupes à la frontière israëlienne et menace ouvertement Israël, notamment en bloquant le détroit de Tiran, tout en recherchant l'alliance de la Jordanie et de la Syrie. L'invasion préventive israëlienne le surprend et écrase son armée en 6 Jours : c'est la Guerre des 6 Jours. Il reste au pouvoir grâce à l'appui populaire mais ne se remet pas de cette nouvelle défaite et meurt 3 ans plus tard.

NEHRU, Jawaharlal (1889-1964)



- . Avocat indien de formation, il rencontre Gandhi en 1916.
- . Il se lance dans le combat pour l'autonomie, puis pour l'indépendance totale de l'Inde.
- . Il est le premier ministre de l'Inde en 1947, et reste en place jusqu'en 1964.
- . Il joue un rôle important dans la conférence de Bandung de 1955.
- . Sa fille et son petit-fils seront aussi premier ministre.

Issu d'une famille de brahmane hindou originaire du Cachemire - son père, Motilal Nehru, est un des principaux dirigeants du Parti du Congrès, le principal parti nationaliste hindou. Comme Gandhi, il reçoit une éducation occidentale et fait ses études au Royaume-Uni pour devenir avocat dès 1912. A son retour en Inde, il s'engage en faveur de l'indépendance indienne, rencontre Gandhi avec qui il collabore malgré de profondes divergences entre les deux hommes. Plus moderniste, plus pragmatique, plus occidentalisé que Gandhi, il est plus favorable à un modèle capitaliste et industriel. Athée, il est moins attaché que Gandhi aux traditions hindoues.

De nombreuses fois emprisonnés dans les années 30 et 40, devenu secrétaire général du Parti Congrès en 1936 après la démission de Gandhi, il milite en faveur de l'engagement aux côtés des britanniques dans la 2° Guerre mondiale, contrairement à Gandhi. Il espère en échange une rapide indépendance de l'Inde après la guerre. Durant les négociations d'indépendance entre 1945 et 1947 et bien qu'il la regrette, il se montre résoluà la partition, contrairement à Gandhi.

Le 15 août 1947, à l'indépendance de l'Inde, il devient Premier Ministre de l'Union indienne dont il devient le seul leader après l'assassinat de Gandhi en 1948. Il devient alors l'un des leaders les plus importants de la décolonisation, s'engage en faveur d'une neutralité dans la guerre froide et mène une politique économique réformiste pour moderniser l'Inde, notamment par la Révolution verte en matière agricole. A partir de 1955, à la conférence de Bandung, il s'impose comme un chantre de la décolonisation et, avec Nasser et Tito, fonde le mouvement des non-alignés, favorisant l'émergence d'un Tiers-Monde libre, indépendant, neutre, conformément aux5 principes du Pancha Sila. Il meurt en 1964.

NIXON, Richard (1913-1994)



- . Président des Etats-Unis (1968-1972 et 1972-1974) Républicain
- . Déjà vice-président d'Eisenhower.
- . Il est élu sur un programme très conservateur (loi, ordre, fermeté) mais il promet un désengagement rapide du Vietnam, ce qu'il réalise, mais trop lentement aux yeux d'une partie grandissante de l'opinion qui manifeste

violemment (paix qu'en 1973).

- . Il doit se résoudre à supprimer la convertibilité du dollar en or (15 août 1971), marquant le début d'un repli de la puissance économique américaine.
- . A l'extérieur, conseillé en cela par Henry Kissinger, il se rapproche de la Chine et joue le jeu de la Détente avec l'URSS qui débouche sur les premiers accords de limitation des armements.
- . Réélu en 1972, il doit démissionner en 1974 à cause du scandale du Watergate.

N'KRUMAH, Kwame (1909-1972)





Premier Ministre (1957-60) puis Président du Ghana (1960-66). Pionnier du nationalisme africain et du panafricanisme, il joua un rôle déterminant dans l'émancipation de l'Afrique. Artisan de l'indépendance du Ghana en 1957, il a aussi participé activement à la conférence de Bandung et obtenu le soutien des pays d'Asie envers les colonies africaines (afro-asiatisme).

Après des études en Angleterre et aux Etats-Unis, il milite pour l'émancipation de l'Afrique et fait figure de pionnier du nationalisme panafricain en participant notamment en 1945 au Congrès Panafricain. Après son retour en Gold Coast en 1947, il fonde un nouveau parti indépendantiste, le CPP (Convention's People Party), appelle au boycott et à la désobéissance civile, comme Gandhi en Inde, ce qui lui vaut d'être emprisonné. En 1951, suite à sa victoire aux élections législatives, il est libéré et devient Premier Ministre, collaborant avec les autorités britanniques, développant l'éducation et la santé à partir des excédents commerciaux de l'exportation du cacao, une des principales richesses du pays. Un nouveau succès aux législatives de 1956 lui permet de forcer les britanniques à accorder l'indépendance de la Gold Coast, 2° colonie africaine noire à être décolonisée, le 6 mars 1957, un an après le Soudan. Il donne au pays symboliquement le nom de Ghana, en hommage au puissant empire du Ghana.

Il développe alors ses projets panafricains pour l'émancipation de l'Afrique et pour la création d'Etats-Unis d'Afrique. Il soutient son collègue, Ahmed Sékou Touré, président de la Guinée, qui refuse d'adhérer à l'Union Française et fait de la Guinée, la1° colonie d'Afrique noire française indépendante. Ainsi, il réalise une union entre Ghana et Guinée en 1959, rejoint par le Mali de Modibo Keïta en 1960, qui restera purement symbolique. Il participe en 1963 à la rédaction de la charte de création de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) mais ses idées fédératrices ne sont pas retenues.

Sur le plan national, la phase Îibérale du début des années 60 et des erreurs économiques conduisent le pays à la crise. N'Krumah devient alors de plus en plus autoritaire et son régime se transforme en dictature. Après avoir adhéré au mouvement des non-alignés au début des années 60, il socialise progressivement l'économie et oriente le Ghana vers le bloc de l'est. Isolé politiquement à sur le plan national et international, il est renversé par un coup d'état en 1966 lors d'un voyage en Chine et finit sa vie en exil en Roumanie.

PETAIN, PHILIPPE (1856-1951)





- . Général français pendant la première guerre mondiale (Verdun, 1916).
- . Maréchal de France.
- . Chef du régime de Vichy de 1940 à 1944.
- . Condamné, il meurt en prison en 1951.
- 1/ Jusqu'en 1918, le militaire

Né en 1856, entre à St Cyr puis à l'Ecole de guerre où il devient professeur.

En 1914, il a l'âge de prendre sa retraite, mais la guerre le maintient en activité. En 1916, il commande à Verdun. Il réussit à contenir l'avancée allemande, à maintenir le moral des troupes et à s'attacher durablement la reconnaissance des poilus en limitant au maximum les assauts et les pertes inutiles. En 1918, il est élevé au grade de Maréchal. Son prestige est alors immense.

2/ De 1918 à 1940, du militaire au politique

Pendant l'entre-deux-guerres, Pétain conserve de grandes responsabilités militaires. Il est nommé Maréchal et

devient un symbole patriotique. Peu à peu, son rôle devient également politique et il va participer à des gouvernements dans les années 1930. Militairement, ses conceptions évoluent peu : il croit surtout à la défensive et aux fortifications. C'est d'ailleurs à son initiative qu'en 1927 est décidée la construction de la Ligne Maginot.

En 1939, Pétain est nommé ambassadeur en Espagne, son prestige devant permettre de réconcilier la France avec l'Espagne de Franco.

3/ De 1940 à 1944, chef de l'Etat Français à Vichy

En mai 1940, le nouveau Président du conseil Paul Reynaud appelle Pétain au gouvernement. Il devient vice-Président du Conseil. Face à la percée allemande, Pétain est rapidement convaincu qu'il n'y a plus rien à faire et réclame un armistice. Paul Reynaud démissionne le 16 Juin 1940. Pétain devient Président du Conseil et, dès le 17 juin, adresse aux Allemands une demande d'armistice.

De juillet 1940 à août 1944, Pétain est, à Vichy, le chef de l'"Etat français", qui n'est ni une république ni une monarchie, mais un régime autoritaire.

Pétain est profondément réactionnaire, il est hostile à la démocratie et au parlementarisme, il croit aux vertus de la hiérarchie et de la discipline. Son grand projet est la Révolution Nationale, véritable contre-révolution qui devait revenir sur tous les grands principes de liberté et d'égalité acquis depuis 1789. Pourtant, l'occupation et ses contraintes interdit sa réussite et pousse Pétain à collaborer toujours plus avec les nazis (à partir du 24 octobre 1940 à Montoire, poignée de main Hitler-Pétain).

En 1942, Vichy n'est plus qu'un satellite du Reich et Pétain couvre toutes les exactions et doit accepter l'entrée au gouvernement de purs fascistes pro-nazis. (Darnand, Déat, Henriot).

Longtemps persuadés qu'il bluffe les Allemands et mène un double-jeu afin de les protéger (c'est la théorie du "Pétain bouclier"), les Français ont été longtemps maréchalistes. Sa popularité personnelle reste encore grande en 1944 alors que Vichy est de plus en plus désapprouvé.

En août 1944, les Allemands l'emmène en Allemagne (à Sigmaringen), mais il décide de revenir en France en avril 1945 pour y être jugé. Il est condamné à mort mais gracié par de Gaulle. Il meurt en 1951 dans sa prison de l'île d'Yeu. Il avait 95 ans.

Obama Barack Hussein, né le 4 août 1961 à Honolulu, dans l'État d'Hawaii, est le 44^e et actuel président des États-Unis d'Amérique.



Barack Obama est le premier Afro-Américain à accéder à la Maison Blanche, événement historique qui concrétise en partie le rêve de Martin Luther King.

Fils d'un kenyan et d'une américaine blanche du Kansas, il a réussi à éviter l'écueil de la question raciale. Cependant son parcours fascinant a suscité chez les électeurs comme dans les médias du monde entier un intérêt exceptionnel.

Né à Hawaï, élevé plusieurs années en Indonésie, diplômé de l'Université Columbia et de la Faculté de droit de Harvard, il est, en 1990, le premier Afro-Américain à présider la prestigieuse Harvard Law Review. Après avoir été travailleur social, plus spécifiquement « organisateur de communauté » (community organizer en anglais), dans les quartiers sud de Chicago durant les années 1980, puis avocat en droit civil à sa sortie d'Harvard, il enseigne le droit constitutionnel à l'Université de Chicago de 1992 à 2004.

Barack Obama entre en politique en 1996 : il est élu au Sénat de l'Illinois où il effectue trois mandats, de 1997 à 2004. Il connaît l'échec lors de sa candidature à l'investiture du parti démocrate pour la chambre des représentants en 2000 mais l'obtient en mars 2004 pour le Sénat des États-Unis. Barack Obama se distingue notamment par son opposition précoce à la guerre lancée par George W. Bush en Irak et par le discours qu'il prononce en juillet 2004 lors de la convention démocrate qui désigne John Kerry comme candidat à la présidence, prestation remarquée qui le fait connaître pour la première fois au plan national.

Élu sénateur en novembre 2004, il déclare sa candidature à l'investiture démocrate pour la présidence des États-Unis le 10 février 2007 à Springfield. Il remporte les primaires face à Hillary Clinton et est officiellement désigné candidat lors de la convention de son parti à Denver, le 27 août 2008.

Après avoir remporté avec 52,9 % des voix et 365 grands électeurs, le 4 novembre 2008, l'élection présidentielle contre le républicain John McCain, Barack Obama entre en fonction le 20 janvier 2009. Sa présidence intervient dans un contexte de guerre en Irak, de guerre en Afghanistan, de crise au Moyen-Orient, d'une importante récession de l'économie américaine et de crise financière et économique mondiale.

PINAY, Antoine (1891-1994)



Né dans une famille d'industriels. Maire de Saint-Chamond en 1929, il commence sa carrière politique comme député radical indépendant de la Loire contre le Front Populaire en 1936. Élu Sénateur en 1938, il vote les pleins pouvoirs à Pétain en 1940. Membre du Conseil national de Vichy , il fournit néanmoins des faux papiers aux résistants recherchés ce qui lui permettra de poursuivre sa carrière après la Libération. En 1946 il est élu à la deuxième Assemblée Constituante comme député indépendant et devient ministre des travaux publics dans 3 gouvernements en 1950, en 51 en 52 , En 1951 il fonde le CNIP (Centre National des Indépendants et Paysans) avec René Coty et Joseph Laniel entre autres. Président du conseil il se consacre à assurer les échéances à équilibrer les budgets, contrôler le coût de la vie. Il lance un emprunt à 3,5% indexé sur l'or non imposable et sans droits de succession.Il réussit à stabiliser prix et salaires mais échoue dans les affaires européennes et la décolonisation. Il redevient ministre avec le porte feuille des affaires étrangères dans le gouvernement d'Edgar Faure , il y aménage l'autonomie interne de la Tunisie et signe les premiers accords qui mèneront le Maroc à l'indépendance.

Pleven, René (1901 - 1993)



René Pleven est né le 15 avril 1901 à Rennes (Ille-et-Vilaine). Fils du colonel Jules Pleven qui passa une grande partie de sa carrière au Maroc, sous les ordres du Maréchal Lyautey et qui fut Directeur des études à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr. René Pleven fait ses études aux lycées de Rennes et de Laval, puis à la faculté de droit de Paris. Docteur en Droit, ex-élève de l'Ecole libre des Siences Politiques

Mobilisé dans l'Armée de l'Air comme sergent de réserve, il est nommé par Jean Monnet chef adjoint de la Mission de l'Air Française pour les commandes d'armement aux Etats-Unis où il effectue successivement deux missions d'achat d'avions en décembre 1939 et mars 1940.

Se trouvant en poste à Londres en 1940, il y rencontre pour la première fois le général de Gaulle le 9 juin. Fin juin, il rallie spontanément la France Libre

Il contribue au ralliement de l'Afrique Equatoriale Française (AEF) et élabore les bases de l'administration et du gouvernement de la France libre . Il est ministre des Finances en 1944.

Député des Côtes-du-Nord de 1945 à 1973, il fonde et dirige en 1947 l'UDSR (Union Démocratique et Socialiste de la Résistance). Il est ministre de la Défense dans le cabinet Bidault (1949-50) puis président du Conseil (1950-51) . sa politique s'articule autour de deux axes le réarmement et la lutte contre le communisme. Il propose la création de la Communauté Européenne de Défense (CED). Il forme un nouveau gouvernement en juin 1951 au cours duquel il sera voté la loi prévoyant le subventionnement de l'Ecole privée (Loi Barangé Marie) et la ratification de la CECA .

Il perd la présidence de l'UDSR au profit de François Mitterrand en 1953. Il est ministre de la Défense nationale (1952-54) puis des Affaires Etrangères en mai 1958. Il rallie la majorité gaulliste en 1968 et devient ministre de la justice (1969-73) mais battu aux législatives il se retire la politique.

René Pleven est décédé à Paris le 13 janvier 1993. Les obsèques ont eu lieu le 18 janvier 1993 à Dinan (Côtes d'Armor). Il est inhumé au cimetière de Dinan.

POMPIDOU, Georges (1911-1974)



. Président de la république française de 1969 à 1974.

- . Dans l'entourage de de Gaulle depuis 1945, c'est un homme politique atypique.
- . A partir de 1953, il travaille dans le secteur privé dans une banque comme directeur général.
- . Il devient premier ministre en 1962, sans grand passé politique, et y reste jusqu'en 1968.
- . Il est élu président de la République en 1969, mais il décède lors de son mandat (1974).
- . Sa présidence est dans l'esprit de celle de de Gaulle, avec quelques particularités : acceptation de la Grande Bretagne dans la CEE et priorité accrue à la modernisation de l'industrie française.

Fils d'un instituteur du Cantal d'origine paysanne, brillant élève, il fera Normale Supérieure il obtient l'agrégation de lettres, diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques de Paris, il est nommé professeur à Marseille en 1935.

En 1945 de Gaulle qui cherchait un "agrégé sachant écrire" le prend dans son Cabinet où il conquière durablement l'estime du général.

Pendant la traversée du désert il rejoint le monde des affaires et accède au poste de directeur de la banque Rothschild en 1954

Nommé chef de cabinet de la présidence de la République en 1958 sous le Général De Gaulle, il est le négociateur secret des accords avec le FLN en 1961. Le Général de Gaulle le nomme Premier ministre le 15 avril 1962, poste qu'il occupera sans interruption jusqu'au 10 juillet 1968. Il est en effet reconduit dans ses fonctions de Premier ministre par le Général De Gaulle après la victoire de ce dernier à l'élection présidentielle de décembre 1965.

Il est le principal artisan des "accords de Grenelle" qui mettent fin à la crise de mai 68 durant laquelle il gardera tout son sang-froid et réussira à éviter le pire

Après le départ de Charles de Gaulle en 1969, il est élu président de la République (mai 1969) et met en œuvre une politique de modernisation de l'industrie française et de renforcement de la construction européenne. Gravement malade, il ne pourra terminer son mandat et décède dans l'exercice de ses fonctions le 2 avril 1974

Ramadier, Paul (1888 - 1961)



Né le 17 mars 1888 à La Rochelle en Charente Maritime, il adhère au parti socialiste en 1904. Avocat, maire de Decazeville à partir de 1919. Il est élu député SFIO de l'Aveyron en 1928. En 1936, il est sous secrétaire d'état aux travaux publics et transport dans le gouvernement de Front Populaire puis Ministre du Travail de 1938 à 1940. Il fait partie des 80 qui refusent les pleins pouvoirs à Pétain en 1940. Il entre dans la résistance. A la libération il est à nouveau maire, député et ministre du ravitaillement en 1944-45. Il devient le premier président du conseil de la 4ème République de janvier à novembre 1947. Il sera président du Bureau International du Travail (BIT) de 1952 à 1955. Il reprend des responsabilités ministérielles comme ministre des finances de 1956 à 1958. Il meurt en 1961

Queuille, Henri (1884 - 1970)



Henri Queuille est né à Neuvic-d'Ussel (Correze)2Diplômé de la faculté de médecine Conseiller municipal puis maire de Neuvic en 1912, Henri Queuille entre au Conseil général de la Corrèze en 1913 avant de siéger à la Chambre comme député radical en 1914. En 1924, il est élu comme tête de liste du Cartel des Gauches. Radicale-Socialiste. Il occupe la fonction de ministre de l'Agriculture à 13 reprises.

- -Il refuse de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940 et rejoint le général de Gaulle à Londres. En juin 1944, il devient ministre d'Etat du premier gouvernement provisoire de la République. Après avoir assuré l'interim de la Présidence du gouvernement provisoire pendant les absences du général de Gaulle, il rentre à Paris et se retire à Neuvic en septembre 1944.
- Il est appelé au ministère de l'Intérieur en 1951. Réélu en Corrèze la même année, il siège dans les gouvernements jusqu'en 1954, soit comme vice-président du Conseil, soit comme ministre.

- Réélu en 1956 député de son département, il reste conseiller municipal jusqu'en 1970 après avoir décliné son mandat de maire en 1965.

RABIN, Yitzhak (1922-1995)



- . Général puis premier ministre israélien, il est surtout connu comme le négociateur des accords d'Oslo avec Yasser Arafat en 1993.
- . Co-lauréat du prix Nobel de la Paix en 1994, il est assassiné en 1995 par un extrémiste israélien, hostile aux accords de paix.
- . Il reste le symbole de la volonté de recherche de paix entre Israëliens et Palestiniens.
- . Sa femme, Léa Rabin, qui a continué son travail et a milité activement pour la paix, est morte fin 2000.

REAGAN, Ronald (1911-2004)



- . Président des Etats-Unis (1980-1984 et 1984-1988) Républicain
- . Avec Reagan, "America is back" : finies les hésitations de l'ère Carter.
- . Les E-U opèrent un retour en force sur la scène internationale avec la ferme intention de lutter partout contre l'influence communiste, d'où le débarquement spectaculaire des G.I's sur l'île de La Grenade en 1983 pour éliminer un gouvernement pro-communiste. D'où aussi le lancement du programme IDS en 1983 (plus connu sous le terme de "guerre des étoiles") visant à neutraliser tout l'arsenal militaire soviétique par un bouclier de satellites anti-missiles.
- . Cette politique de réarmement massif a un revers : l'endettement des E-U explose, d'autant que sur le plan intérieur, l'administration Reagan s'est lancée dans un vaste programme de réduction d'impôts pour lutter contre la crise mais aussi dans une diminution des aides aux défavorisés, augmentant ainsi les inégalités et la pauvreté.
- . Des années finalement un peu exubérantes (les années de la bourse reine, bien rendue dans le film d'Oliver Stone "Wall Street") qui ont redynamisé l'Amérique, mais qui ont aussi coûté très cher. Symbole de ces temps : le dollar atteint un record en 1985 à plus de 10 francs, ce qui fut très préjudiciable pour l'économie.

Sarkozy Nicolas, (1955, à Paris 17e arrondissement)



Homme d'État français, président de la République depuis le 16 mai 2007.

Avocat de profession, il a précédemment occupé les fonctions de maire de Neuilly-sur-Seine, de député, de porte-parole du gouvernement, de ministre du Budget, de ministre de la Communication, de ministre de l'Intérieur, de ministre de l'Économie et des Finances et de président du conseil général des Hauts-de-Seine. Sarkozy a été élu président de la République le 6 mai 2007 avec 53,06 % des suffrages exprimés (18 983 138 suffrages) contre 46,94 % pour Ségolène Royal (16 790 440 suffrages), devenant le 23e président de la République française et le 6e président de la Ve République.

SCHROEDER, Gerhard



- . Chancelier de l'Allemagne depuis 1998. Son parti, le SPD (parti socialiste), met fin à 16 ans de règne d'Helmut Kohl.
- . Allié aux écologistes, Schroeder peine d'abord à s'imposer, et son ministre des finances, Oscar Lafontaine démissionne quelques mois après la mise en place du gouvernement pour cause de désaccord sur l'économie.
- . Schröder met en place notamment une réforme du code de la nationalité qui remet en cause le strict droit du sang.
- . Il incarne, un peu avec Tony Blair, ce nouveau socialisme européen modéré qui ne rejette plus le libéralisme économique, mais tente simplement d'en amender les excès.

Schuman, Robert (1886 - 1963)



Robert Schuman est né à Luxembourg, le 29 juin 1886 ; sa mère était luxembourgeoise et avait épousé un lorrain qui s'était en quelque sorte soustrait à l'annexion, en allant s'établir dans le Grand-Duché. Ayant fait ses études supérieures en Allemagne, il ouvre un cabinet d'avocat à Metz en juin 1912. Deux ans plus tard, la guerre éclate Robert Schuman est réformé pour des raisons de santé.

En novembre 1918, l'Alsace-Lorraine fête son retour à la France et Robert Schuman de conviction démocrate chrétien entre au Parlement comme député de la Moselle. En 1939, une nouvelle guerre éclate et en mars 1940, Robert Schuman, est nommé sous-secrétaire d'Etat pour les Réfugiés. Il démissionne rapidement et s'oppose aux autorités allemandes. Il est arrêté et déporté. En 1942 il s'évade et entre dans la clandestinité. Après la libération il est député MRP de la Moselle et le restera jusqu'en 1958.

Il est ministre des finances dans le gouvernement Bidault en (juin-novembre 1946) et succède à Ramadier comme président du conseil en 1947puis ministre des Affaires étrangères (1948-1952)!

Robert Schuman élabore, avec l'aide de Jean Monnet, un plan (dit plan Schuman 9 mai 1950) qui sera à l'origine du Traité de Paris instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) qui sera à l'origine de l'unité européenne

STALINE Joseph (1924-1953)



- . Seul maître de l'URSS de 1928 jusqu'au 5 mars 1953.
- . Il met en place un régime totalitaire en URSS supprimant toutes les libertés et instaurant un contrôle total de l'économie par l'état et le parti communiste.
- . Profitant de la position avancée de l'armée rouge en Europe en 1945, il favorise l'installation de régimes communistes dans les pays d'Europe de l'Est qui deviennent des satellites de l'URSS (Kominform en 1947 et CAEM en 1949).
- . C'est le moment où la guerre froide est la plus tendue (plus de contacts E-U/URSS). Staline est à l'origine du blocus de Berlin de 1948-1949.
- . Sa mort favorisa une certaine détente.

SUKARNO, Ahmed (1901-1970)



Père de l'indépendance de l'Indonésie, il l'obtint par sa lutte contre les Pays-Bas de 1945 à 1949. Il est dans les années 50 un des principaux leaders du Tiers-Monde en cours d'émancipation, invitant notamment en Indonésie la Conférence de Bandung en 1955. Il est aussi à l'origine de la modernisation de l'Indonésie malgré une dictature critiquée pour sa répression.

D'origine noble et de culture à la fois javanaise (par son père) et balinaise (par sa mère), il poursuit des études supérieures dans les Indes hollandaises. Il s'engage très tôt pour l'indépendance de son pays face à la colonisation néerlandaise. En 1927, il fonde avec Mohamed Hatta le PNI (Parti Nationaliste Indonésien) ce qui lui vaut 2 arrestations puis un exil dans les années 30. L'objectif du mouvement mené par Soekarno et Hatta est la mise en place d'une Indonésie indépendante, unie malgré les diversités ethniques, culturelles et religieuses. C'est la devise adoptée par le Congrès de la Jeunesse Indonésienne en 1928 (« Une patrie, une nation, une langue »).

Durant la 2° Guerre mondiale, la défaite rapide des Pays-Bas entraı̂ne l'occupation d'une grande partie de l'archipel par les japonais qui y encouragent (comme en Indochine d'ailleurs) les mouvements nationalistes. A la fin de la guerre, profitant de l'absence de troupes néerlandaises, il proclame l'indépendance de l'Indonésie le 17 août 1945 selon les « 5 piliers » de sa politique qui combinent paradoxalement : le nationalisme, l'internationalisme, la démocratie représentative, le marxisme et l'islam.

Il devient dès lors président « à vie » de l'Indonésie et Hatta son vice-président. Jusqu'en 1949, il mène la « Révolution indonésienne », la guerre d'indépendance contre l'armée néerlandaise qui se résigne à reconnaître l'indépendance de sa colonie le 27 décembre 1949.

Dès lors, Soekarno s'impose comme un modèle pour les mouvements nationalistes et un des leaders de la décolonisation avec Nehru. Il organise en 1955 la Conférence de Bandung qui accueille les représentants de 29 pays d'Asie et d'Afrique décolonisés ou en cours d'émancipation. Il est avec Nehru l'initiateur du mouvement afro-asiatique de soutien des premiers états décolonisés d'Asie aux mouvement indépendantistes africains. Il ne rejoint pas le mouvement des non-alignés, puisqu'il engage l'Indonésie dans l'alliance américaine et réprime en 1963 les communistes. La dérive autoritaire de son régime est aussi perceptible vis-à-vis des minorités ethniques et religieuses de l'archipel. Une éphémère « République des Moluques du sud » (encouragée par les Pays-Bas) est écrasée en 1950 . De même, la décolonisation par les hollandais de la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée (Papouasie néerlandaise devenue province indonésienne de l'Irian Jaya) entraîne en 1962 l'occupation et l'annexion de force de cette région peuplée de papous et engendre un conflit toujours actuel.

Un complot et un coup d'état mené contre lui en 1965 échoue. Le responsable de la répression victorieuse, Soeharto, en profite pour écarter du pouvoir Sukarno en 1967 et se proclamer président. La fille de Sukarno, Megawati Soekarnoputri a été la première femme présidente de l'Indonésie de 2001 à 2004 et actuellement une des principales figures de l'opposition.

Tchernenko et Andropov (1982-1985)





. Deux anciens qui se suivent et disparaissent rapidement. Ils illustrent avant tout le vieillissement et la sclérose du régime, même si Andropov aurait souhaité mené des réformes. L'URSS, dans les années 80, est à bout de souffle et à grand besoin de changements.

Josip Broz, dit Tito (1892-1980)



- . Fondateur du parti communiste yougoslave.
- . Il organise la résistance contre les nazis pendant la guerre et parvient à libérer la Yougoslavie.
- . Après la guerre, il devient président de la république yougoslave.
- . En 1948, il refuse de suivre les directives de Moscou et garde son indépendance.
- . En 1961, il organise la conférence des non-alignés à Belgrade dont il est l'un des chefs de file.

TRUMAN, Harry



- . Président des Etats-Unis (1945-1948 puis 1948-1952) Démocrate
- . Vice-président de Roosevelt, il lui succède à sa mort en avril 1945. Alors peu expérimenté, il a fait preuve d'une grande maîtrise et d'une grande lucidité face au début de la guerre froide en jouant la fermeté face à l'URSS mais sachant toujours ne pas aller trop loin.
- . La doctrine Truman en 1947 marque le début de la résistance face à l'URSS en instaurant l'endiguement.
- . Il crée la CIA, résiste à Staline lors de la 1ère crise de Berlin de 1948 et lance les E-U dans la guerre de Corée (1950-1953).
- . Il passe aujourd'hui pour un des meilleurs présidents américains.